

LA CROIX

BIMENSUEL CATHOLIQUE D'INFORMATION DU DAHOMEY

26e année - N° 367

Avril - Mai 1971 - 25 Francs CFA

L'INDEPENDANCE NE S'OCTROIE QU'UNE FOIS

Douze ans après le défi lancé par le Général de Gaulle aux porteurs de pancartes dakaroises, "vous voulez l'indépendance ? Eh bien, prenez-la !", l'Afrique est dirigée presque partout par les mêmes régimes, la même orientation générale ayant été maintenue là où les militaires ont remplacé les civils. Mais rares sont ceux, parmi ces régimes, qui ne donnent pas des signes d'essoufflement.

Au Dahomey comme ailleurs, l'euphorie de l'indépendance est tombée depuis longtemps. Les populations se sont aperçues que leur misère n'a fait qu'augmenter. Les travailleurs et, petit à petit, les paysans ont pris une conscience grandissante du fait que la proclamation de l'indépendance n'a rien changé aux conditions de l'exploitation dont ils étaient l'objet au bénéfice d'intérêts étrangers sur lesquels viennent se greffer ceux d'une catégorie de nationaux. L'aliénation culturelle était ressentie par des couches de plus en plus larges.

Dans le Dahomey de 1971, se développe aussi le mouvement pour exiger non plus les attributs extérieurs de la souveraineté, mais son exercice réel par le peuple et le partage équitable de richesses nationales libérées de la mainmise étrangère. Pour y arriver, notre pays essaie une forme de gouvernement, due aux divers soubresauts politiques au cours desquels la notion du Bien commun et la survie de l'Etat ont perdu leurs plus belles plumes, la passivité d'alors des gens étant devenue un mode de comportement généralisé.

Le Conseil Présidentiel - constitué de trois chefs politiques de ce pays - a été mis en place le 7 mai 1970. "La ferme volonté de réaliser l'Unité nationale, de réconcilier les fils de ce pays, et d'assurer à notre commune Patrie la stabilité nécessaire et in-



Le Président Maga procède à la remise de décorations à plusieurs personnalités dont Mgr Agboka, évêque d'Abomey qui est fait Commandeur de l'ordre national.

dispensable à son développement économique et social", tels sont les principes fondamentaux d'action d'une "Troïka" à la Dahoméenne.

Les festivités grandioses en la cité royale d'Abomey, les 7 et 8 mai 1971, pour commémorer sa mise en place, (Suite en page 5)

L'HEUREUX RETOUR AU BERCAIL

Heureux, très détendu avec une excellente mine, le Président Sourou Migan Apithy a regagné le Dahomey le lundi 17 mai après huit semaines d'absence.

Nous continuerons comme par le passé avec mes autres collègues du Conseil Présidentiel, avec nos collaborateurs et toute la population à travailler la main dans la main pour confirmer à l'extérieur le regain de confiance dont le Dahomey jouit actuellement a-t-il dit. Et confiant en l'avenir du Dahomey, il a souligné que "nous sommes condamnés à résister et nous sommes sur le point d'étonner encore nos amis. Il faut donc, qu'ensemble, dans nos comportements et nos attitudes, que nous confirmions cette confiance que nos amis sont en train de nous redonner" a-t-il conclu.



Le Pdt Sourou Migan Apithy

A TOUS NOUS DISONS MERCI

Dans notre numéro 365 et sous la signature de Son Excellence Mgr. Gantin, nous avons lancé un appel à tous nos amis et lecteurs, au profit de la survie de notre journal "LA CROIX". A cause de multiples difficultés matérielles et techniques encourues, il est urgent de doter notre publication d'une IMPRIMERIE AUTONOME, d'aider à son décollage et à son développement pour une rentabilité certaine. Le coût de son installation disons-nous, s'élève à peu près à 18.000.000 de francs CFA.

L'écho de notre appel n'a pas rencontré et ne rencontrera pas que des portes fermées. La preuve, de généreuses participations financières nous parviennent déjà. A tous ces donateurs, nous disons merci. (Suite en page 2)



PAS DE GÉANT

Du 19 au 24 avril dernier, il s'est tenu au Hall des Congrès à Cotonou, un séminaire sur le développement rural au Dahomey. Les initiateurs de ce séminaire sont à féliciter. Car cela a été une occasion pour les participants d'échanger des idées sur des expériences éparses que chacun menait jalousement en vase clos à quelques exceptions près. Pendant une semaine, tous les cadres de la Nation ont été invités à penser ou à repenser "Développement Rural au Dahomey", à apporter leur contribution franche et loyale à cette option fondamentale du gouvernement qu'est le relèvement du niveau de vie du paysan dahoméen.

La tâche n'a pas été facile. Des vérités crues ont été dites et acceptées comme telles. Ces vérités qui, avancées en d'autres occasions, auraient soulevé un tollé de protestations, voir même provoqué des mesures d'intimidation. En tout cas un très bon travail a été fait. Des résolutions ont été prises que j'aurai le plaisir d'analyser avec vous en temps opportun.

Si le séminaire a, entre autres choses, parlé du changement de la mentalité du paysan, c'est-à-dire de l'éducation et de l'animation du monde rural, il n'a pas assez mis l'accent sur les études socio-économiques à effectuer préalablement à toute œuvre de vulgarisation dans le milieu rural. Or l'origine de nombreux échecs dans l'implantation des programmes de développement rural se trouve être souvent la méconnaissance du milieu psycho-social. Le problème le plus dur à solutionner dans un programme de développement rural est d'ordre humain. Les structures des organismes d'interventions ne sont pas mises en cause ; les études agro-économiques permettront de déceler les produits les plus rentables selon les régions... Mais qu'est-ce tout cela si le paysan qu'on veut intéresser à son propre destin demeure méfiant sinon hostile ? Les techniques traditionnelles qui, par exemple, aux yeux des vulgarisateurs ne sont pas rentables, ont le mérite d'avoir

(Suite en page 2)

Répondant au SOS lancé, par ailleurs dans "La Croix du Dahomey" n° 365 de février 1971, pour venir en aide à un petit village incendié, ORIKINTO-1, dans la sous-préfecture de Dassa-Zoumé, les groupements villageois du secteur agricole Dassa-Nord viennent de donner un exemple impressionnant de solidarité.

Le groupement villageois est une association d'agriculteurs du même village, en un mot une association pré-coopérative, la plupart des villages du département du Zou sont à l'heure actuelle constitués en groupements villageois animés par la SATEC, Société d'Aide Technique et de Coopération, chargée de la vulgarisation agricole dans l'opération intégrée du Zou: Satec-Service du Développement Rural.

Le groupement villageois ORIKINTO-1 qui fait partie des 92 groupements villageois du secteur Dassa-Nord a été sinistré dans l'après-midi du samedi 23 janvier 1971. Il ne restait dans le village que des femmes et des enfants. Survint un feu de brousse qui gagna les cases. Les femmes s'enfuirent avec leurs enfants, abandonnant tout, impuissantes. Quelques jours seulement auparavant les paysans avaient vendu leur coton: près 700.000 Francs CFA en billets de banque ont été réduits en cendre. Tout a brûlé intégralement dans 26 cases. Une cinquantaine d'adultes hommes et femmes et une soixantaine d'enfants entre 5 et 10 ans se retrouvent tragiquement démunis de tout. Il ne leur reste plus rien que les vêtements qu'ils portaient sur eux.

Modestement, le montant de cette collecte s'élève à 60.000 Francs CFA qui sont remis ce matin du 30 mars 1971 au Groupement villageois ORIKINTO-1, au cours d'une brève cérémonie fort émouvante. Trois prési-

C'EST ARRIVÉ A DASSA-ZOUMÉ



Le visage d'une partie du village après l'incendie

dents de G.V. représentant tous les autres groupements villageois, accompagnés de trois représentants de l'encadrement, remirent au président du G.V. ORIKINTO-1, leur modeste présent porté dans une calebasse gravée à l'intérieur aux noms de tous G.V. du Secteur surmontés de l'inscription: LES GROUPEMENTS VILLAGEOIS DU SECTEUR DASSA-NORD, PAR SOLIDARITE AU G.V. ORIKINTO-1, le 30 mars 1971.

Monsieur Bio CHANE, sous-préfet de Dassa-Zoumé honora de sa présence cette cérémonie. Il était entouré de M. Bossou, chef du village KERE (village-mère d'ORIKINTO), de M. Zomahoun chef de village à Dassa, de M. Mihani chef de secteur.

Il va sans dire que ces GV viennent de donner un exemple sans précédent. Ils savent que leur "brin de paille" ne couvrira pas tous les maux des sinistrés d'ORIKINTO-1.

Votre concours ne sera pas superflu. Faites comme eux si vous le voulez bien, en adressant des dons de toute nature à: SOS Orikinto, s/c M. Le Sous-Préfet à Dassa-Zoumé. D'avance et de tout coeur merci à tous.

Nous saisissons l'occasion pour dire un merci tout particulier à M. Le Chanoine Piron, Impasse Jeanne Jugan, 49 - Angers qui, le premier a fait parvenir un chèque de 10.000 Francs CFA pour ORIKINTO.

SIRUS

(Suite de la première page)

fait leurs preuves, d'avoir assuré aux générations précédentes leur pérennité et offert ainsi aux paysans une sécurité d'ordre matériel. Je pourrais multiplier les exemples dans le cadre du milieu naturel, du milieu social et du milieu culturel formant le creux qui conditionne et oriente les activités et les comportements paysan.

En tout cas, le monde rural subissant l'influence de la tradition, n'est en général pas disposé à échanger spontanément ses valeurs ancestrales contre des valeurs nouvelles. La suite d'une projection démographique, d'une cause d'un tour de visite ou de démonstration. Il faut tout un processus psychologique pour changer les comportements. Et ce processus ne peut l'établir, le mettre à l'oeuvre, en attendre un résultat positif que s'il répond à de véritables motivations des paysans au milieu desquels l'action est menée.

Le pas de géant que nos paysans sollicités à faire grâce, sociétés d'intervention ne peuvent porter son fruit dans la contrainte, la brutalité; mais plus dans la prise de conscience des paysans eux-mêmes de la nécessité du changement qu'on leur demande d'opérer.

SEMAINE DE PROPRETE COTONOU

mune de Cotonou. Après avoir critiqué aux uns et aux autres les tâches pouvant permettre aux agents de tirer le maximum d'efficacité de la main-d'oeuvre de la voirie retenu que :

Dorénavant, et mensuellement est institué, au niveau de la description urbaine de Cotonou, une semaine de propreté, la première chaque mois, au cours de laquelle la population concernée astreinte au nettoyage, au désencombrement de tous les trottoirs des concessions bordant les rues de la ville.

En outre toutes les pressions seront exercées sur les habitants des quartiers résidentiels et commerciaux, tels les Etablissements la Pharmacie Le Strat, de B.D.D et autres, pour obtenir une salubrité complète des lieux qu'ils exploitent.

(Suite en page 3)

B.I.A.O. : des employés à l'honneur du travail



Dix-neuf décorations ont été décernées à des employés de la BIAO, (Banque Internationale pour l'Afrique de l'Ouest) le samedi 15 mai 1971. Elles ont été remises aux bénéficiaires (dont une femme), par le président de la Chambre de Commerce du Dahomey et pour un seul cas, par le Consul de France. M. Augustin Marcos a reçu de ce dernier deux décorations de l'Ordre Français du Travail pour ses 35 ans de services rendus. Les décorations décernées se répartissent en cinq pour le grade de Commandeur, une pour celui

d'officier et treize pour le grade de Chevalier.

La cérémonie a eu lieu au siège de la BIAO, à Cotonou, en présence des ministres des Finances et de l'Economie, M. Pascal Chabi Kao et M. Joseph Kéké, du représentant du Chancelier de l'Ordre national, du représentant de la BCEAO et du personnel au complet de la BIAO.

M. Chauvin, directeur régional de la BIAO pour le Dahomey et le Togo a prononcé une allocution retraçant la carrière des récipiendaires.

A TOUS NOUS DISONS MERCI

(Suite de la première page)

Nous commençons donc avec ce numéro la publication des noms des souscripteurs.

	1.500	Francs	CFA
Mme et M. André Caudron (Lille)	1.500	Francs	CFA
Mlle Gauthier (Bobo-Dioulasso)	5.000	"	"
Rd Père Cadet (Porto-Novo)	50.000	"	"
Anonyme (un Dahoméen)	20.000	"	(à suivre)

Face au laissez-aller des populations de la ville de Cotonou qui se refusent obstinément à appliquer les règles élémentaires d'hygiène à observer dans les centres urbains, le haut-commissaire à l'Intérieur a réuni, au cours d'une séance de travail, le préfet de l'Atlantique, le délégué de Cotonou, le médecin-chef de la circonscription urbaine de Cotonou chargé du service d'hygiène, l'agent voyer et tous les chefs d'arrondissement de Cotonou.

Après une brève introduction de l'ordre du jour portant sur les mesures de salubrité et d'hygiène dans l'agglomération de Cotonou, M. Mama Arouna a écouté les responsables convoqués, lui exposer leurs conditions de travail et les moyens dont ils disposent.

Au terme de ces informations portées à sa connaissance, le haut-commissaire à l'Intérieur a expliqué que les contingences obligeaient ces responsables à faire absolument la politique des moyens actuels de la com-

Directement d'Orly et du Bourget

Toutes destinations - Bonne arrivée garantie

Poussins Lebrecht Chair

2 kg. à 10 semaines



ELEVAGE DU MOULIN - 77 - Marles-en-Brie (France)

Covoir de 130.000 œufs

* Pour demander un échantillon, notre formule 50 poussins et une éleveuse. Demandez notre notice.

Le quarantième anniversaire de la mort du "plus grand inventeur de tous les temps" Thomas Edison

Il y aura, cette année quarante ans mourait à l'âge de 84 ans dans l'état de New-Jersey aux Etats-Unis, le génial Thomas Edison que le grand Einstein, lui-même, considérait comme "le plus grand inventeur de tous les temps".

Si le célèbre physicien est considéré comme l'inventeur de nombreux appareils électriques dont la lampe à incandescence et l'accumulateur au fer-nickel, on peut dire que rien ne lui échappait en électricité, acoustique, mécanique ou optique.

Sa jeunesse = un vrai roman

Endépit de l'extrême vivacité de son esprit et sans doute en raison de sa timidité, le jeune Thomas Edison fut peu apprécié de ses maîtres, ce qui explique que sa mère prit soin de son instruction avec bonheur si l'on en juge par les résultats.

Son esprit chercheur et son goût marqué pour les expériences se manifestèrent dès l'âge de cinq ans mais ne firent que s'affirmer jusqu'à l'âge de 11 ans, parallèlement à une vive curiosité pour les ouvrages scientifiques.

Soucieux d'apporter sa contribution au budget familial, il devint crieur de journaux, circuleur de boîtes, marchand de fruits et de légumes, puis concessionnaire de la vente des journaux et des bonbons sur une ligne de chemin de fer.

C'est ainsi qu'il finira par installer dans un wagon un laboratoire de physique et de chimie, des instruments de télégraphie et plus tard, une presse à imprimer sur laquelle il sortira, à 700 exemplaires son hebdomadaire "The Weekly Herald".

Une passion: la télégraphie

Une explosion ayant détruit le wagon-laboratoire, Edison se remet au travail grâce à l'aide de M. Mackenzie dont il a sauvé le fils et devient à l'âge de 16 ans, télégraphiste à Port-Huron, avec un salaire modeste.

Poursuivant seul des études scientifiques, il imagine un système d'horloge munie d'une roue à cliquet, reliée au fil télégraphique, rendant possible la transmission à toutes les heures de la nuit d'un signal au bureau de contrôle.

Télégraphiste encore pendant la guerre civile, il conçoit, peu après à Cincinnati, son télégraphe quadruplex et obtient un emploi à Boston où il va se procurer la collection complète des ouvrages de Faraday.

Enfin établi à son compte, son travail lui vaut un brevet sur une machine à

additionner les votes et plus tard à New-York, un poste de chef de service pour avoir réussi à réparer la machine à transmettre les côtes de la Bourse.

Des inventions par centaines

En 1870, Edison devient ingénieur de plusieurs sociétés de réseaux télégraphiques et fonde ensuite son usine de Menlo-Park à Orange, dans le New Jersey où il réalise ses plus nombreuses et ses plus importantes inventions.

Cela va du thermomètre à compression à la plume électro-chimique en passant par l'émetteur à bande perforée sans oublier l'invention du micro téléphone et la construction du premier phonographe selon le principe de Ch. Cros.

On lui doit encore le perfectionnement de la lampe à incandescence le kinéscope qui n'est autre qu'une synthèse photographique du mouvement, un procédé pour télégraphier avec un train en marche et l'accumulateur électrique alcalin.

Qu'il s'agisse d'améliorations ou d'inventions, on peut le considérer comme un touche à tout de génie, expert en moteurs, en colorants, en dynamo, en détecteurs acoustiques comme en bien d'autres domaines.

Le duplex qui permet d'envoyer deux messages à la fois sur une même ligne et le quadruplex qui permet la même chose mais dans les deux sens lui donnèrent beaucoup de mal mais ne réussirent pas à entamer son extraordinaire persévérance.

Cette qualité qui fut la sienne pendant sa longue existence trouva sa juste récompense dans un succès le plus souvent laborieux mais finalement extraordinaire puisqu'il se traduisit par 1.200 brevets et plus de 3.000 inventions.

Geo Jam

Et votre réabonnement ?



Cessez d'avoir peur des plus forts que vous !

Quels que soient votre âge, votre taille, votre forme, vous découvrirez en 15 minutes seulement ce que sont les techniques de défense des « marines » et des agents du F.B.I.

Bien plus efficaces que le judo et le karaté réunis, ces méthodes vous rendront imbattables; vous en finirez rapidement avec ceux qui pourraient s'attaquer à vous et aux vôtres; même plus lourds, même plus forts, ils n'auront plus aucune chance!

Si vous voulez vraiment posséder la maîtrise de cet imparable système de défense, faites-vous adresser par Joe Weider, le célèbre instructeur des corps d'élite américains, l'étonnante brochure d'introduction. Finies les jambes de coton et les risques de défaite!

Dès aujourd'hui, demandez cette brochure entièrement gratuite qui changera secrètement votre vie en écrivant à Joe Weider, chez Sodimonde Isolle 1061 avenue Otto 49, Monte-Carlo (France) Ça ne vous engage absolument pas.

NOTRE SEULE PLANCHE DE SALUT

Au moment où tout un Dahoméen s'interroge sur notre devenir, il paraît opportun de faire une esquisse retrospective du Dahomey de nos ancêtres, ce beau fleuron dans l'Ouest africain au cours des huit dernières décennies. Car, en de telle conjoncture, il est de règle dans nos coutumes de se replier sur le passé pour y puiser la source de l'inspiration. Cette conception, forte de charte souvent évoquée dans les situations difficiles est traduite par l'aphorisme "quand on ne connaît plus où l'on va, qu'on se souvienne au moins d'où l'on vient".

Pour nous souvenir d'où nous venons, je vous invite, amis lecteurs, à parcourir avec moi le cheminement du Dahomey à partir de 1892. En effet, l'entrée des troupes du Général Dodds le 17 novembre 1892 dans la capitale du royaume de Dan-hômba mis fin à une structure sociale séculaire. Une monarchie s'est écroulée, une nouvelle société est née! Mais ce n'était qu'une étape, une transition qui eut été très difficile comme ailleurs si le colonisateur n'avait pas trouvé en place une armature humaine consciente, disciplinée. Le Dan-hômba que pour les besoins de la cause, on traite de barbare était un peuple organisé, conscient de sa destinée. C'est ainsi que dès l'abolition de l'odieuse traite des Noirs introduite et favorisée par les Nations esclavagistes, le roi Guézo orienta son peuple vers l'agriculture restée jusque-là à l'état embryonnaire parce que handicapée par l'affreuse chasse à l'homme. L'effet bénéfique de cette nouvelle orientation n'avait pas tardé à se faire sentir et le colonisateur pouvait s'en féliciter lorsque, ouvrant le pavillon du Dahomey à l'Exposition universelle de 1900 à Paris, il déclarait: "... ceux qui savent ont voulu voir de près la figure que ferait le Dahomey à l'exposition; ceux-là connaissent la brillante situation de la Colonie au point de vue agricole et économique, ils connaissent sa richesse".

Cette appréciation s'était vérifiée dans les chiffres que j'ai relevés à votre intention, amis lecteurs, dans "Dahomey et Dépendances", de MM L. Brunet et Louis Giehlen, page 508, 511, 515. La moyenne annuelle de l'exportation du produit palmier au cours des neuf premières années (1891-1899) était de: 19.742.727 kilos d'amandes et 7.214.348 kilos d'huile.

Dans la même période, les prévisions budgétaires pour l'exercice de 1899 se chiffraient à 1.960.834 francs alors qu'en fin d'exercice, elles atteignaient la coquette somme de 2.790.010 francs, laissant ainsi un excédent de recettes de 829.176 francs. Le Dahomey avait alors une population de 1.200.000 habitants.

Certes, ce flash sommaire du passé économique du Dahomey vu sous l'optique coloniale est flatteur pour nous Mais, aujourd'hui, avec une population double, techniquement encadrée et outillée (toute proportion gardée) notre production semble piétiner, ce qui se traduit par le déséquilibre financier que nous connaissons. Le contraire ne devrait-il pas en résulter si l'on considère l'ensemble des produits que le Dahomey moderne est à même de produire et d'exporter? A la lumière de cette réflexion il appartient à tout un chacun de tirer la conclusion qui s'impose.

Quant à moi, je déduis que l'heure est plutôt à la détermination pour un travail acharné, consciencieux au service de notre chère Patrie; que nous soyons des villes ou des campagnes, ouvriers ou artisans, paysans ou travailleurs intellectuels, tournons-nous résolument vers l'avenir, dans un même élan, tendus vers un même idéal afin qu'ensemble, libérés de ce monstre hideux qui a nom DIVISION, nous affrontions le dur combat du développement, notre seule planche de salut.

André Pognon

Des outils pédagogiques pour le tiers monde

De nombreux pays du Tiers Monde sont entrain de réviser leur système d'enseignement et leurs programmes scolaires. Or, dans bien des cas, les réformes sont paralysées par le manque d'outils pédagogiques adaptés à leurs besoins.

Pour essayer de trouver des solutions à ce problème, une réunion internationale se tiendra à Nice les 27 et 28 mai, en marge du Festival international du livre. Les organisateurs du festival ont eu l'idée de cette réunion à la suite d'une consultation tenue à Paris en janvier dernier entre un groupe d'éditeurs scolaires et de fabricants de matériel éducatif d'Europe et des Etats-Unis et de représentants de l'Unesco. But de la rencontre: explorer comment les éditeurs, les pays du Tiers Monde et l'Unesco pourraient collaborer ensemble pour assurer une distribution plus efficace des nouveaux matériels pédagogiques.

(Informations Unesco)

(Informations Unesco)

CONGRES DE JEUNES EN BELGIQUE

Un congrès Unesco, organisé par les jeunes pour les jeunes, aura lieu en Belgique du 13 au 16 juillet 1971. Chaque pays européen, membre de l'Organisation internationale pourra déléguer trois participants - âgés de 16 à 21 ans - à cette rencontre qui se tiendra sous l'égide du gouvernement belge. Quatre thèmes sont à l'ordre du jour: l'aide au développement; l'homme et son environnement; l'éducation permanente; et l'intensification des échanges culturels entre jeunes.

ON NOUS DEMANDE

Jeune couple belge, cherche à recevoir une jeune dahoméenne, douce et aimant les enfants pour s'occuper de leurs deux bébés. Bien considérée (famille catholique), nourrie, voyage en avion payé jusqu'en Belgique. Nous attendons une réponse des parents intéressés par notre annonce. Toutes formalités à notre charge. Réponse assurée.

Ecrire à "La Croix du Dahomey" qui transmettra.

L'ÉDUCATION SOUS-DEVELOPPÉE

Le Dahomey, partait, au moment de notre Indépendance, favori pour la réussite de son enseignement, car il était doté d'une élite nombreuse, cultivée et ouverte. Le Dahomey pouvait dès cette période, comme le préconisait le Ministre actuel de l'Éducation nationale dans son discours de rentrée 1970-1971, entreprendre : "une éducation pour le pain, une éducation pour le savoir et la sagesse, une éducation pour l'amour, une éducation pour le développement, une éducation pour la culture, une éducation pour la paix".

Au Dahomey, éducation = investissement

En dépit des données de départ bien prometteuses, le bilan est maigre, le palmarès pendant les 10 années écoulées n'est pas florissant et le Dahomey n'est pas en tête de liste des pays africains francophones ayant atteint un niveau maximum de scolarisation ; pas même un niveau moyen d'alphabétisation, comme au Congo Brazzaville par exemple. Ce taux de scolarisation est de 34% de la population scolarisable et cela en tenant compte des redoublements alors qu'il est d'environ 50 à 60% chez nos voisins du Togo. Le Dahomey non dépourvu d'hommes valables et capables ne s'est pas encore doté de structures lui permettant d'avoir une éducation et une alphabétisation fonctionnelle.

Cette perte de vitesse, ce manque d'audace et peut-être d'ambition sont dus à de nombreux facteurs.

La part prépondérante qu'a prise l'Armée ces dernières années ne permet pas de dégager des ressources matérielles au profit de l'Enseignement. De plus les différents plans n'ont jamais été conçus et exécutés avec rigueur ; c'est là une des séquelles de notre instabilité politique. Pendant l'exécution d'un plan, des

urgences apparaissent. Les projets sont abandonnés et on se jette dans l'aventure et l'inconnu ; on aboutit à des déperditions d'énergie, de crédit et d'hommes.

Le problème se pose, en dépit de tous les efforts faits ces dernières années, de savoir si le Dahomey considère l'Éducation comme un investissement en vue du développement, car "il ne s'agit pas seulement de chiffrer le coût de l'éducation en fonction d'objectifs désirables, mais de déterminer si l'éducation doit être considérée dans la comptabilité nationale comme une dépense de consommation, un investissement social, ou un investissement productif. C'est seulement dans cette dernière hypothèse qu'il serait légitime de parler de capital humain, les dépenses d'éducation devenant alors le coût de formation de l'homme en tant que facteur de la croissance économique. Cette conception permet d'appliquer un critère rationnel lors de l'attribution des crédits à l'éducation, en tenant compte des ressources financières du pays, de son stade de développement et des objectifs économiques". (Faim et Développement supplément n° 72 de septembre-octobre 1970).

Priorité : école ou caserne...



Or, si on compare dans nos budgets et notamment celui de 1971 la part accordée à l'Éducation nationale, à la jeunesse et aux sports et celle destinée à la Défense nationale on constate que notre pays fait un effort sérieux et certain pour l'enseignement, cependant un effort dérisoire par rapport à celui exigé pour l'entretien et en faveur de nos militaires.

L'État consacre à l'Éducation 2.076.396 (milliards) en 1971 contre 1.855.845 en 1970. La différence en plus n'est, que de 220.751 milliards. Ce chiffre se trouve, de moins apparent, gonflé cette année. Ce phénomène de gonflement est dû aux 20% accordés aux Enseignants, à une partie de leur logement que l'État

consent désormais à prendre en charge. Il convient de noter aussi que les instituts d'agriculture et les écoles rurales ont leurs budgets imputés sur celui de l'Éducation nationale. Il est important également de noter que le chapitre 208-05 consacré à l'Enseignement Supérieur du Bénin en 1970 a été supprimé. Il est de même des frais destinés à la Commission de l'Université.

Si l'on considère le plan quinquennal 1966-1970 dont les auteurs projetaient de reconstruire en matériaux définitifs des classes sous appât et d'améliorer le niveau d'enseignement, et surtout si l'on considère le travail qui reste à mener dans certains domaines pour que l'enseignement soit

un service public pour toutes les couches de la population aussi bien rurale qu'urbaine, pour que l'obligation scolaire soit une réalité pour tous, cette augmentation est dérisoire, insignifiante. Elle manque d'ampleur d'autant que la Défense nationale absorbe cette année 1.296.729 (milliards) contre 1.211.951 l'année dernière soit une différence en plus de 84.778. Le chapitre qui constituait en 1970 "le Retour à la Terre" est devenu "Service Civique" auquel sont consacrés 70.452 milliards dont la moitié est en fait consacrée aux

anciens sous-officiers de l'Armée française démobilisés sous les armées précédentes et qui ont été devenus incorporés pour "encadrer" les recrues du service civique. Ce chapitre de la Défense nationale qui totalise au maximum 3.000 personnes, d'après les estimations "Croissance des jeunes nationaux" n° 107 de janvier 1971, ne figure pas les chapitres gérés par le Ministère à qui incombe la responsabilité de la Défense nationale, et les pitres relatifs à la Police nationale.

Des chiffres qui parlent...

Déjà en 1967 l'on calculait que le Dahomey pour un peu plus de 2 millions et demi d'habitants venait en 66 position dans toute l'Afrique pour la part consacrée par tête d'habitants aux dépenses militaires. Alors que l'Afrique tout entière consacrait 4 dollars par an et par habitant à ses dépenses militaires, notre pays vouait à ses militaires 6 dollars, soit 1.650 frs CFA c'est-à-dire un peu moins que les 1.710 frs que nos paysans paient pour l'impôt, alors surtout que les dépenses pour l'éducation étaient pour la même période de 3 dollars, soit la moitié. Notre éducation est sous-développée.

Des départements comme celui de l'Agriculture auquel il n'a été consacré que 618.648 (milliards) comme celui de la Santé publique qui n'a eu que 1.274.543 (milliards) "semblent être de moindre importance que la Défense nationale alors que paradoxalement tous les responsables insistent sur le rôle principal de l'agriculture dans le développement du pays,

et que le rapport préparé par la mission des Nations-Unies en l'Afrique (C.E.A.), dont le Dahomey fait partie lors de sa 10e session à Tunis du 8 au 13 février soulignait que "dans la plupart des pays africains l'agriculture est la base la plus importante et donc elle qui, plus que tout autre, détermine les taux de croissance et de développement".

Il apparaît en conséquence que l'organisation est inadéquate en ces temps où un effort exigé des populations pour la construction de notre Université. Pour un complexe universitaire soit vident faut que les bases (les enseignements primaire et secondaire) aient des solides. Et pour que ce but se soit atteint il faut que nos sentiments à utiliser toutes nos ressources. Or, dans l'état actuel des choses, il est manifeste que nos militaires ne sont pas utilisés. Il faut que nous ayons une Armée du savoir.

Des énergies ... en veilleuse

En effet le service militaire doit devenir un service social, un service de culture, un service pour le développement, bref un "service tout court" ainsi qu'en parle Paul VI dans Populorum Progressio. Des écoles n'ont pas été pourvues cette année par manque d'enseignants. Il y a parmi nos militaires des hommes capables de faire autre chose que de croupir dans des bureaux, capables de mener l'éducation de ces enfants qui ne demandent qu'à s'instruire. Les pays développés nous envoient leurs jeunes militaires, leurs jeunes du contingent pour participer à notre développement, pour quoi les militaires de chez nous, nos propres frères resteront en marge de la société ? Il y a des énergies mises en veilleuse dans notre armée qu'il faut éveiller et exploiter ; des énergies en matériel, en hommes. Au lieu de laisser ces hommes se morfondre dans l'ennui, le devoir de nos responsables est de les mettre à la tâche de construction de locaux scolaires qui nous font tragiquement défaut, qu'ils soient des agents actifs de notre développement.

Ne demandez pas ce que votre État peut faire pour vous disait le feu Ken-

nedy, demandez-vous plutôt ce que vous pouvez faire pour votre État. Mais pour équilibrer la balance l'État doit, dans la mesure où la population s'acquiesce de ses devoirs, consentir à mettre à contribution ceux en faveur de qui la population saigne. Certains villages sont obligés de pourvoir à la construction de locaux scolaires devant la modicité des fonds consacrés aux écoles. En 1966 sur 1.688 classes l'enseignement primaire public moitié était construite en matériaux provisoires. Ainsi l'éducation est sous-développée.

Il faut que notre pays se ressaisisse ; sinon nous serons bientôt en liste pour nos dépenses militaires et en queue de liste pour notre éducation scolaire, car si notre éducation doit être un investissement productif, elle doit figurer parmi les investissements prioritaires. Les catégories sociales doivent contribuer à la rendre efficace et productive ; l'avenir de notre nation, c'est l'avenir de notre

Polycarpe

Un émetteur allemand de 100 kw pour la Haute-Volta

La République Fédérale d'Allemagne va offrir bientôt un émetteur radio de 100 kw onde moyenne à la République de Haute-Volta dans le cadre de la coopération entre les deux pays.

Les travaux de construction de la future maison de la radio débuteront très bientôt et l'ouvrage sera achevé pour l'année 1971.

La Haute-Volta s'occupera de la main-d'œuvre et la République Fédérale d'Allemagne lui versera une aide de 250.000 DM (environ millions de francs CFA) et 100 tonnes de ciment. La fin de l'installation de l'émetteur est prévue pour le mois de mai 1972.

LE L'INDEPENDANCE NE S'OCTROIE QU'UNE FOIS

(Suite de la première page)

ont donné le ton d'un nouveau départ. Car les promoteurs de ces journées de fête, en dehors des décorations, des défilés, des prestations de serment par les chefs d'Etat-Major, des festins, ont ajouté au programme, quelques heures de réflexion sur les objectifs atteints jusque-là en application effective des principes fondamentaux qui gouvernent la Charte instituant le Conseil Présidentiel. "A travers tous les enseignements du passé - disait le Président Ahomadégbé - nous sommes tous convaincus qu'il vaut mieux pour un pays comme le nôtre, un ministère honnête et durable qu'une suite de gouvernements brillants et éphémères". Cela évidemment, à la condition de ne pas s'entêter à ne jamais reconnaître ses propres erreurs, de ne pas dissimuler ni triquer les nouvelles favorables à l'adversaire ou au voisin... de ne pas le ridiculiser en pastichant son style et son argumentation, ou en répandant sur son compte des plaisanteries très goûtées de la masse.

Le séminaire d'Abomey l'a bien senti et compris. Dans un cadre restreint (les commissions n'étant constituées que par les membres du gouvernement, les directeurs de cabinet des membres du Conseil Présidentiel et des ministres, deux préfets, deux officiers des forces armées dahoméennes désignés par les chefs d'Etat-Major) et en des heures trop brèves, hélas, la réunion a dégagé quelques recommandations et résolutions. En politique générale, la première commission propose :

"que la seconde année du Conseil Présidentiel soit celle de la réconciliation effective de tous les enfants de ce pays, la première étant

considérée comme celle de la mise en place.

"A cet effet, la Commission préconise la création dans les meilleurs délais et à tous les niveaux (départements, sous-préfectures, villes, villages, quartiers) de Comité de Réconciliation Nationale. Ces Comités tout en oeuvrant pour la réconciliation doivent contribuer à l'éveil civique et politique des masses qu'ils encadrent; qu'à la suite de ce premier anniversaire soient organisées des rencontres périodiques similaires élargies à tous les cadres de la Nation et singulièrement aux jeunes; que les trois Présidents conjuguent leurs efforts et persévèrent dans leur détermination pour traduire dans les faits quotidiens leur entente et leur cohésion qui conditionnent l'entente et la cohésion au niveau de nos masses".

La seconde commission se caractérise sur le plan économique par la volonté de "procéder à un inventaire des potentialités économiques réelles de toutes les régions, en déceler les dominantes aux fins de leur spécialisation; d'établir les priorités nationales à partir de ces dominantes régionales; créer au niveau des régions les conditions d'exploitation rapide de ces priorités... L'ensemble des mesures doit s'appliquer intégralement à tous les secteurs économiques: agriculture, élevage, industrie, mines, énergie, tourisme, commerce etc... "Sur le plan social, nous remarquons dans le domaine sanitaire: "assurer aux paysans une assistance médicale accrue par le quadrillage sanitaire permettant de faire face aux endémies majeures dangereusement préjudiciables à l'économie nationale; en conséquence, poursuivre et intensifier la formation des cadres moyens polyvalents et doter les services sanitaires de moyens financiers adéquats".



Vue de la tribune d'honneur à l'ouverture du Séminaire. Le Président Ahomadégbé lit sa déclaration; le chef de l'état, M. Hubert Maga. A l'extrême droite le représentant du Président Apathy, le Ministre du Travail et de la Fonction Publique, M. Ambroise Agboton.

lents et doter les services sanitaires de moyens financiers adéquats".

Dans le domaine de l'Education: "définir sans tarder le rôle à assigner à l'Ecole dahoméenne qui doit devenir un facteur de progrès économique et social; mettre en place à tous les niveaux, primaire, secondaire et universitaire un système d'enseignement pour la formation des cadres directement productifs et adaptés au contexte socio-économique de notre pays; faire en sorte que l'Université dahoméenne ne soit pas une réédition du système universitaire de type classique remis en cause de par le monde; inscrire l'éducation civique à tous les niveaux d'enseignement afin d'enraciner dans l'esprit de notre jeunesse qu'elle appartient à la même Nation quelle que soit son ethnie ou sa région, gage de l'Unité Nationale; définir et mettre

en oeuvre une politique des sports qui permette de découvrir sur l'ensemble du territoire national des potentialités sportives qui existent dans toutes les régions".

L'avenir du régime actuel (six ans) se trouve donc conditionné par son souci de mettre en oeuvre une politique économique et sociale cohérente, sans disparité géographique. Il s'agit donc d'essayer plus, de risquer plus, pour créer un nouvel ordre social au service des Dahoméens. Voilà à grands traits, le cadre dans lequel le pays à partir des assises d'Abomey, devra évoluer. Pour cela, il faudra plus que des mots. Les hommes au pouvoir le savent. Ils savent aussi que l'indépendance ne s'octroie qu'une fois.

"La Croix du Dahomey".

56 millions de kilomètres à pied pour le développement

La distance de la terre à la planète Mars: c'est celle qu'ont parcouru à pied, du 9 au 19 mai, 4 millions de personnes des 51 pays du monde entier, au cours de leur "Marche internationale pour le développement". En tout, quelque 56 millions de kilomètres, dont chaque kilomètre permettra de réunir une certaine somme d'argent, chaque marcheur ayant un "parrain" qui se sera engagé à verser une certaine somme pour chaque kilomètre qu'il aura parcouru.

Le but de la marche est d'attirer à nouveau l'attention sur le grave problème du développement dans le Tiers-monde.

Cette marche a revêtu, dans chaque pays, un aspect différent. A Accra (Ghana), dès vendredi matin, les sirènes, les cloches des églises et les gongs ont vibré pour annoncer le commencement de la marche. Pendant les trois jours qui ont suivi, quelque part dans le monde, des gens ont marché pour le développement.

L'une des plus petites de ces manifestations a eu lieu à Saint Martin (61 Km2), où l'on a compté 5.000 marcheurs. La plus longue marche a été celle d'Ottawa, avec 64 km de parcours.

La marche de Rome (25 km - une simple filanderie) est patronnée par "Mani Tese". Elle a réuni près de 100.000 manifestants. Parmi ceux-ci, 30.000 devraient arriver de l'extérieur, certains même de Suisse, au Nord, ou de Sicile, au Sud. A Rome, la marche

s'est achevée par un service religieux oecuménique, aux Termes de Caracalla.

Certains pays ont participé à ces journées pour le développement avec d'autres activités que la marche. Au Royaume-Uni, où l'on a parlé du "week-end de la pauvreté mondiale", il y a eu également des manifestations supplémentaires. Au Japon, en Argentine et en France, on a tenu des séminaires.

La marche de Cotonou (10 km) a commencé peu après 9 heures, samedi 8 mai avec en tête M. Albert Ouassa, ministre de la Santé et des Affaires sociales représentant à la fois le gouvernement et le ministre du Développement rural empêché. Les délégués du Gouvernement de Cotonou et Porto-Novo encadraient le Secrétaire Général de la Campagne nationale contre la faim, M. Francis d'Almeida ainsi que plusieurs hauts-fonctionnaires.

Partis du champ de foire, les marcheurs, ont accompli en deux heures et demie, les 10 km prévus au programme.

LEUR PATRIE

(Suite de la page 8)

obtenir un visa depuis plus de dix ans parfois.

L'opinion de ces gens est intéressante en ce qui concerne la frontière Oder-Neisse. Tout nos interlocuteurs se sont montrés convaincus du caractère définitif de la frontière polonaise actuelle à l'Ouest et approuvent une politique orientée vers une réconciliation entre les deux peuples sur la base des frontières actuelles. (REPORT).

SEMAINE DE PROPRETE A COTONOU

(suite de la page 2)

Les garagistes et réparateurs de cycles qui occupent abusivement le domaine public sont solennellement avertis d'avoir à déguerpir des angles de rues transformées par eux en

ateliers, tandis que les marchands exposant des baraquas vétustes à tous les carrefours sont invités à les enlever avant que le service de voirie n'intervienne.

Les vendeurs de bois qui ont transformé des rues entières en dépôt sont sommés de restituer ces artères à la circulation sous peine de subir la confiscation définitive de leurs biens.

L'exécution de toutes ces mesures est laissée à la diligence du délégué du Gouvernement de Cotonou qui est chargé de leur application permanente.

Nouvelles Brèves

Un stage interafricain de théâtre se déroulera à partir du 4 novembre prochain à Abidjan. Il comportera une partie théorique avec un colloque sur le thème "tradition orale et théâtre moderne" et une partie pratique qui sera consacrée à des spectacles.

Deux associations américaines de torréfacteurs de café, le "Pacific Coast Coffee Association" et le "Green Coffee Association Of New York City", viennent de demander que les Etats-Unis se retirent de l'accord international sur le café dont ils ne souhaitent pas le renouvellement au-delà de juin 1971.

La foire de Dakar se tiendra en mars 1973, a décidé le gouvernement sénégalais. Les Etats associés à la Communauté Economique Européenne, les cinq Etats anglophones de l'Afrique de l'Ouest et les Etats de l'Organisation des Etats Riverains du Fleuve Sénégal (Guinée, Sénégal, Mali, Mauritanie), seront invités.

Le conseil d'administration (Sénégal, Côte d'Ivoire, Haute Volta, Niger, Dahomey, Togo) du centre de l'O.C.-A.M. pour la gestion des entreprises, se réunira à Abidjan du 24 au 26 mai prochain.

La réunion sera précédée de celle du comité mixte permanent du dialogue pour l'africanisation. Ce comité est composé de représentants de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Tchad, de la République Démocratique du Congo, de 5 délégués du secteur privé et du secrétaire général de l'O.C.A.M.

Un nouveau groupe de 900 coopérants du Service allemand pour le développement quittera prochainement l'Allemagne pour se rendre dans 19 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

COMME UN NOUVEL ABRAHAM LE PREMIER ET LE PLUS GRAND ACCUEIL



" Le monde est ainsi fait, loi suprême et funeste.
Comme l'ombre d'un songe, au bout de peu d'instant,
Ce qui charme s'en va; ce qui peine nous reste !
La rose vit une heure et le cyprès cent ans "

Monseigneur Gantin n'est pas mort. Néanmoins il est réellement parti. Et "Partir, c'est mourir un peu".

C'était le mercredi 28 avril à l'aéroport de Cotonou. Vers 12 heures 30, nous l'avons vu gravir lentement les marches de la passerelle. Il faisait des signes de main dans toutes les directions pour nous dire au revoir. Il s'efforçait de sourire. Au moment de franchir le seuil de la portière et de disparaître à nos yeux, il s'est retourné d'un geste saccadé comme pour s'arracher à une force qui l'entraînait où il ne voulait pas. Il s'est retourné et il nous a bénis. C'était beau et triste. Il nous a bénis et s'est laissé happer par le grand oiseau métallique de la Pan-Am. Alors nous lui avons crié : "Revenez ! Monseigneur, revenez !". Mais il n'est pas revenu, et tout le monde a compris sans avoir vu. Tout

le monde a compris qu'il a pris son mouchoir, retiré ses lunettes et essuyé ses larmes. Ses larmes que jusqu'il avait réussi à retenir, à contenir. Il n'est pas revenu car il ne tenait pas à ce que nous sachions qu'il pleurait à présent, il ne tenait pas à ce que ses larmes nous disent ce que nous savions que trop : qu'il nous laissait, non par plaisir; mais par obéissance et par devoir. Ah, l'aventure de la foi !...

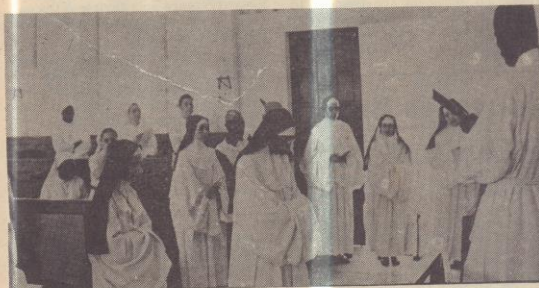
Et lorsque vers 13 heures, sous un soleil éclatant qui semblait ne rien comprendre à notre douleur, l'avion a décollé inexorablement, c'était un Nouvel Abraham qui partait sur les voies de Dieu.

Au revoir, Père. Que Dieu vous bénisse et nous bénisse par vous.

Roger Gbégnonvi

NDLR. Jusqu'à ce que des dispositions ou des directives spéciales soient données par Rome, c'est à S.E. Mgr Van Den Bronk, évêque de Parakou et le plus ancien dans l'Episcopat du Dahomey que revient la responsabilité de la présidence de la conférence épiscopale.

"KABATAKA" DE NATITINGOU



La Soeur Marie-Joseph après les vœux et la remise du voile

Il y a un an, "Kabataka" de Natitingou devenait pour toujours, Soeur Marie-Joseph du Monastère de l'Etoile de Parakou. L'événement n'a pu être révélé à cause du "bailon" imposé au journal à l'époque.

Kabataka ! C'est le mot qu'avait prononcé la maman qui attendait son enfant. Jusqu'ici, elle n'avait accouché que des filles. A cette nouvelle grossesse, tous les parents et amis disaient : "ce sera un garçon ; enfin !" Mais la maman répondait en souriant :

"Kabataka ! "... Tout ce que Dieu me donne est bon !".

Kabataka est devenue Monique au baptême et Soeur Marie-Joseph à l'Etoile ; mais elle restera toujours "Soeur Kabataka" car c'est vraiment le plus beau don que Dieu pouvait donner à sa maman, à son village, à sa race, à son diocèse, à son pays.

Le lundi 6 avril 1970, jour du "Fiat" de Notre-Dame, Soeur Marie-Joseph a fait ses vœux perpétuels à l'Etoile

5 mars 1971 - 28 avril 1971. Deux nouvelles et inoubliables dates dans la vie de l'Eglise dahoméenne.

En effet, c'est en la personne de l'Archevêque de Cotonou que le 5 mars 1971, le Pape a nommé un Secrétaire-adjoint à Rome dans la Congrégation pour l'Evangélisation des Peuples.

Après avoir mis de l'ordre dans les affaires administratives diocésaines

et confié à l'Abbé Robert Sastre, secrétaire général, la responsabilité de l'administration du Diocèse de Cotonou, Mgr Gantin, s'est envolé vers Rome le 28 avril dernier.

A peine arrivé, une bonne lettre lui était adressée. Ce fut son premier et le plus grand accueil, celui du Pape transmis par Mgr Benelli.

Sans commentaire, lisez-la plutôt :

SECRÉTARIAT D'ÉTAT
N. 183409

Cher Monseigneur,

Vous voilà désormais arrivé à Rome, à pied d'œuvre pour exercer la haute responsabilité que Sa Sainteté vous confie au service de l'Eglise universelle.

Le Saint-Père me charge expressément de vous souhaiter la bienvenue. Il a agréé avec plaisir la corbeille de produits du Dahomey que vous lui avez offerte de la part de vos anciens et toujours chers diocésains : de tout cœur il vous remercie avec eux de ce geste délicat, tout en recommandant au Seigneur leurs intentions. Et formant pour vous-même les meilleurs vœux au seuil de votre nouveau ministère, il vous accorde une particulière Bénédiction Apostolique.

Veillez agréer, cher Monseigneur, avec mes propres souhaits, l'assurance de mon respectueux et cordial dévouement.

Monseigneur BERNARDIN GANTIN
Secrétaire-Adjoint de la Congrégation
pour l'évangélisation des peuples

J. Benelli
Sub.

ALLELUIA A AGOUÉ

Les 17, 18 et 19 avril 1971, la ville d'Agoué a vécu une vie sans pareil à

le de Parakou, entre les mains de sa Mère Abbesse, Monseigneur Gantin, archevêque de Cotonou était venu entre deux avions, non pour présider, comme il l'a dit lui-même, mais pour communier avec les Evêques de Parakou et de Natitingou ; pour concélébrer avec les nombreux prêtres venus de l'Atacora et du Borgou ; pour remercier Dieu avec tous ses frères et toutes ses sœurs du Nord.

Ce fut une belle cérémonie ! Dans sa délicate et riche homélie qu'il faudrait toute transcrire ici pour pouvoir la résumer, Monseigneur Gantin a exalté le don définitif de la Soeur, à l'heure où tant de jeunes ont peur de se donner au Christ et n'ont pas la générosité d'aller jusqu'au bout ; c'est-à-dire jusqu'à la folie de l'amour de Dieu.

Après avoir prononcé ses vœux perpétuels, Soeur Marie-Joseph a revêtu la couple et le voile des Moniales. En Yoabou, sa langue maternelle, elle a dit ensuite sa joie d'être toute au Seigneur. Et cette joie fut chantée aussitôt par les Yoabous et Sombas de son village ; car elle fut bien entourée, Kabataka ! Je ne parle pas des Pères et des Soeurs venus nombreux de tous les coins du Dahomey ; je parle de Ditahouan, son village natal : sa maman, ses frères,

l'occasion de la réception de son Excellence Monseigneur Vincent Mensah, évêque de Porto-Novo, deuxième fils d'Agoué élevé à la dignité épiscopale. Ce fut sa première messe pontificale au milieu des siens, entouré de NN. EE. Mgr Bernardin Gantin, archevêque de Cotonou, de Christophe Adimou évêque de Lokossa, de Lucien Agboka, évêque d'Abomey et des autres honorables évêques invités d'Abidjan, du Mali, du Ghana et du Nigeria.

D'après un calendrier soigneusement établi et respecté dans son ensemble les diverses manifestations se déroulèrent dans la joie des fils d'Agoué venus de partout pour recevoir l'heureux du jour.

110 années d'histoire du catholicisme au Dahomey nous rappellent que les premiers missionnaires, renvoyés de Porto-Novo, trouvèrent asile à Agoué. Plusieurs d'entre eux reposent au cimetière et ce fut à juste titre que leur souvenir fut commémoré au cours d'une messe de défunts. Agoué fut également la terre où mit pied, le 1er Evêque dahoméen, Mgr Gantin, à son retour de Rome en 1957.

Ces missionnaires ont semé. Les arbres bien enracinés dans la terre fertile du Mono ont porté des fruits et abondance. Parmi lesquels deux successeurs dahoméens, fils du terroir chargés désormais d'évangéliser leurs frères : Mgr Lucien Agboka et Mgr Vincent Mensah.

Nicolas Adangitonon

(Suite en page 7)

Un nouvel organisme, "Agrimissio", assure l'information et la formation des missionnaires pour un meilleur service du développement

"Agrimissio" se donne pour objectif de renforcer l'effort accompli par les missionnaires catholiques en faveur

du développement rural du tiers monde, et cela, en se conformant aux directives de la F.A.O.

"Agrimissio" se propose donc :

- de faire mieux connaître la F.A.O. et ses directives en matière d'interventions dans le domaine agricole ;
- d'apprendre aux missionnaires les meilleures méthodes permettant d'entrer en contact avec la F.A.O. et d'utiliser ses services, fût-ce par le canal des gouvernements locaux ;
- de faire connaître à la F.A.O. les programmes et l'action des missionnaires en faveur du développement dans le Tiers monde.

LES RELIGIEUSES ET LA CONFESSION

Les religieuses ne seront plus obligées de se confesser à un prêtre expressément nommé. C'est ce qui résulte d'un décret de la Congrégation pour les religieux, daté du 8 décembre 1970 et qui vient d'entrer en vigueur :

Le décret est signé du Cardinal Eusebio Antonio, Préfet de la Congrégation pour les religieux et les instituts séculiers.

"Dans le but de favoriser une légitime liberté, toutes les religieuses et services peuvent se confesser valablement et licitement à tout prêtre approuvé pour les confessions dans le lieu où elles habitent : aucune juridiction spéciale ni nomination ne sont requises".

"Cependant, ajoute le décret, afin de mieux pourvoir aux besoins des communautés, on donnera un confesseur ordinaire aux monastères de vie contemplative ainsi qu'aux maisons de formation et les monastères un con-

fesseur extraordinaire sans qu'il y ait cependant l'obligation de se présenter à lui".

"Pour les autres communautés, on peut nommer un confesseur ordinaire si les circonstances le demandent, au jugement de l'Ordinaire. Celui-ci procédera à la nomination soit à la demande de la communauté, soit après l'avoir consultée". Cette nomination obéirait à des raisons de simple commodité, les religieuses demeurant libres de s'adresser soit habituellement soit occasionnellement au prêtre de leur choix, sans tenir compte de l'âge canonique.

Accra hébergera les assises du prochain conseil mondial de YCWA

Le Comité Exécutif mondial de "YCWA" (Union de la Jeunesse Féminine Chrétienne), réuni à Accra, capitale du Ghana, vient de clôturer ses travaux. La réunion portait essentiellement sur les préparatifs de la prochaine assemblée du Conseil Mondial

de l'Organisation. Cette assemblée se tiendra à l'Université de Ghana, à Legon, du 8 au 21 août prochain.

Elle groupera quelque 300 délégués de 70 pays, parmi lesquels un grand nombre de femmes. Les participants traiteront des questions touchant l'organisation, des problèmes sociaux et internationaux, ainsi que de l'échange d'expériences.

Les deux principaux conférenciers attendus aux assises de Legon seront deux figures éminentes du monde œcuménique : le Rd. Alan A. Brash, du Conseil Œcuménique des Eglises, et le Dr Roy Neehall, de SODEPAX (Commission pour la Société, le Développement et la Paix). Ils parleront successivement de "engagés en tant que chrétiens", et de "l'éducation". Parmi d'autres orateurs figurent Mgr Inde Thorsson de la Suède. Sa conférence portera sur le développement.

La Légion de Marie a 50 ans

La Légion de Marie, mouvement de spiritualité et d'apostolat, a été fondée en Irlande, à Dublin, le 7 septembre 1921 par M. Frank Duff, qui fut auditeur au concile de Vatican II.

Le mouvement, qui fête cette année son cinquantième anniversaire, s'est étendu au cours de ce demi-siècle, au monde entier et compte actuellement 70.800.000 membres, répartis dans 100.000 groupes.

"KABATAKA" DE NATTINGOU

(Suite de la page 6)

ses sœurs, ses amis étaient là avec 4 cathéchistes de Nattingou. Sur des rythmes tout d'abord, au son des "tchensou", des castagnettes, ils ont chanté leur joie en proclamant que :

"Kabataka était l'honneur et la gloire de son village, de sa race".

Puis ce fut le tour des Sombas de chanter leur allégresse, entraînés par Marie-Madeleine, ancienne compagne d'internat de Kabataka.

Tout fut beau et digne de ce grand jour ! Tous les Ancêtres de Ditahouan sont heureux aujourd'hui de voir que leurs prières et leurs sacrifices ont été acceptés par Dieu. En écoutant les chants que ces catéchumènes et ces païens avaient composé pour la circonstance, nous avons entendu le bruit sourd de tout un peuple en marche vers le Christ.

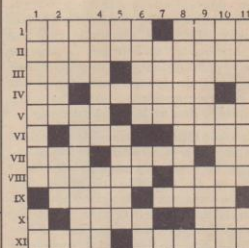
"Ne fais rien passer avant l'amour du Christ" disait Saint Benoît. En ce

jour de l'Annonciation, nous avons compris cet appel. Puisse-t-il être entendu de tous ceux qui, dans notre pays, sont à l'écoute de Dieu.

+ Patient Redois
Evêque de Nattingou

LES MOTS CROISES DE LA "CROIX DU DAHOMEY"

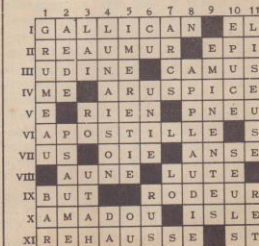
Problème n° 190



Horizontalement. I Oiseau échassier des pays chauds voisin de la cigogne ; ils portent les grains du blé. II Dont les oeufs éclosent dans le sein de la femelle. III Dépôt de bulletins de vote ; qui gardent le lit. IV Préfixe qui indique que la chose est doublée ; habileté. V Commune de l'Ande près de Limoux ; chaume qui reste après la moisson faite. VI Une petite quantité ; ancien souverain russe. VII Vase hémisphérique dans lequel on met certaines boissons ; qui n'agit pas avec promptitude ; mot qui désigne l'ensemble des dialogues parlés autrefois au Sud de la Loire. VIII S'applique à apprendre une science ; illustre famille princière d'Italie qui protégea l'Arioste et la tasse. IX Quote-part à payer par chaque convive, dans un repas pris à frais communs ; ville du Piémont célèbre par son vin blanc. X Précédait aujourd'hui ; Ancienne Afrique Equatoriale Française. XI Fleuve de Bretagne ; casse un angle.

Verticalement. 1 Plante grasse dont les feuilles charnues sont disposées en rosettes et pousse sur les vieux murs ; fleuve qui baigne Turin. 2 Mois de l'année ; enlevé. 3 N'est pas mauvais ; examine avec soin. 4 Plante aromatique ; terme usité pour désigner un petit cours d'eau. 5 Participe gai ; inflammation de la membrane muqueuse gingivale. 6 Elle se rapporte au raisin ; voyelle redoublée ; note de musique. 7 Très petite île. 8 Cages en bois dans lesquelles on place une volaille pour l'engraisser. 9 Qui ont de grosses pattes ; étoile de cinéma. 10 Colère ; qui habite un royaume de l'Indochine ; à l'ouest du Viet-Nam. 11 Monnaie d'argent qui faisait le quart d'un denier ; symbole chimique du fer.

Solution du problème 189



Rencontre des chrétiens du monde de la Sainte Pentecôte 1971

Les 30 et 31 mai prochains, se tiendra à Charenton-le-Pont (94) une rencontre nationale pour les chrétiens du monde de la Sainte "PENTECOTE 71". Suscitée et animée par l'Action Catholique des Milieux Sanitaires et Sociaux (62 rue Raynouard Paris 16^e Tél. : 224.68.90), elle s'adresse non seulement aux membres de l'A.C.M.S.S. mais aussi à tous les chrétiens travaillant en secteur sanitaire, hospitaliers, cliniques, dans les services sociaux et familiaux, le secteur psychiatrique, l'enfance inadaptée.

"PENTECOTE 71" sera l'occasion d'un échange : pour que s'exprime la diversité des personnes, des fonctions, des manières de vivre ; 4^e un partage : pour qu'à travers difficultés et épreuves, soit célébrée l'expérience collective de ce milieu ; enfin, cette rencontre veut être une question posée, parce que ces milieux vivent d'une manière agitée tous les problèmes de l'homme et qu'ils ont quelque chose à dire à l'Eglise et à la Société aujourd'hui.

Une enquête est lancée, ces jours-ci auprès de dix mille travailleurs sanitaires et sociaux : ses résultats serviront de base aux travaux de "PENTECOTE 71".

Le synode luxembourgeois

Plus de 92.000 questionnaires (sur 200.000, soit 45 % ont été renvoyés à la commission centrale chargée de préparer le synode du Grand Duché. C'est un pourcentage de réponses bien supérieur à celui d'Allemagne fédérale (10 %) et d'Autriche (19 %). La jeunesse a largement répondu.

Cette vaste enquête d'opinion doit permettre de vérifier comment la foi est vécue aujourd'hui et de faire émerger les questions à traiter au synode. On a souligné que les questionnaires n'étaient pas limités aux seuls aspects religieux de toute vie (sacrements, formation chrétienne, etc...) mais posaient des questions telles que l'attitude de l'Eglise à l'égard de la vie politique, économique et sociale. Le résultat de cette enquête est étudié par l'Institut d'ALLENSBACH.

LA CROIX DU DAHOMEY

Rédaction et Abonnements
La Croix du Dahomey
B. P. 105 - Tél. 39-19

Comptes :
12-75 CFA
35.030.416 G. BIAO
COTONOU

Publicité extra-locale
CERPA - 80, rue Taibout
75 - PARIS IX^e
Directeur de la Publication
Ernest MIBAHMI
Dépôt légal n° 433

Nous remercions tout spécialement les personnes qui donnent un

Abonnement de soutien	Abonnement de Bienfaiteur	Abonnement d'Amitié	Changement d'adresse	Ordinaire	Avion
1.000 à 2.000 CFA (20 à 40 F)	2.000 à 3.000 CFA (40 à 60 F)	3.000 CFA et plus (60 F et plus)	50 CFA	600 CFA	
				700 CFA	1.100 CFA
Dahomey	Côte d'Ivoire, Haute-Volta, Niger	Mauritanie, Sénégal, Togo	Gabon, Tchad, Congo (Brazza)	Cameroon, RCA	
France	Nigeria	Congo-Léo, Kenya	Europe (moins la France)	Amérique (Nord-Centrale-Sud)	
14 F	1000 CFA	1000 CFA	1000 CFA	1000 CFA	
25 F	1.600 CFA	2.150 CFA	1.800 CFA	2.300 CFA	

IMP. CENTRALE - COTONOU



monde - ainsi va le monde - ainsi va

LA FIN D'UNE LIAISON : DECISION APPROUVEE

Le gouvernement algérien a pris tout récemment une décision qui a fait bouger plusieurs chancelleries tant en Afrique qu'en Europe. L'Algérie a payé cher et dans des circonstances.

Le gouvernement algérien a pris tout récemment une décision qui a fait bouger plusieurs chancelleries tant en Afrique qu'en Europe. L'Algérie a payé cher et dans des circonstances tragiques son indépendance : sept ans de guerre sanglante, une des plus brutales, des milliers de victimes.

Une fois l'indépendance acquise, les problèmes de la réhabilitation ne pourraient être résolus sans la planification et le contrôle politique des grandes entreprises agricoles et industrielles. Ce n'est donc pas par hasard que le colonel Houari Boumediène a pris la décision d'augmenter le prix du baril de pétrole. Mettant à profit sa situation de puissance coloniale, la France avait fait main basse sur les principales sources de pétrole et de gaz algériens. Il a été extrait par exemple 26,48 millions de tonnes en 1965. La plupart des compagnies pétrolières opérant en Algérie ont été fondées sous les auspices ou avec la participation de la France. Nul doute qu'en investissant des fonds dans le pétrole algérien, Paris s'inspirait évidemment de ses propres intérêts.

Auparavant, la France se trouvait dans l'obligation d'acheter du pétrole aux compagnies américaines et britanniques affiliées au cartel mondial. Comme on devait s'y attendre, cela mettait l'économie algérienne sous la coupe de ce cartel et entraînait de grosses dépenses de devises. Or le pétrole algérien était payé en francs et rien qu'en 1963, l'Etat français a économisé 300 millions de dollars sur le pétrole. C'est un chiffre qui n'a sans doute pas laissé froid les Algériens. Jusqu'en 1965, les affaires pétrolières de l'Algérie étaient réglementées par les accords d'Evian et par le protocole franco-algérien du 28 août 1962. En vertu de tous ces jeux diplomatiques, l'exploitation du pétrole et du gaz algériens était pratiquement contrôlée par la France.

L'Algérie, par contre, ne jouissait en somme d'aucun droit sur son propre pétrole. Elle était gravement lésée par la fluctuation constante des prix sur le marché mondial : l'exportation du pétrole croissait, mais ses revenus demeuraient inchangés.

La volonté de l'Algérie de continuer sa révolution nationale et sociale tout en suivant une politique extérieure réaliste l'incite à ne plus se résigner longtemps à un état de choses qui frise le scandale. L'Algérie a reposé alors le problème de son pétrole. La France, voulant à tout prix sauvegarder ses intérêts dans ce pays, a reconnu la nécessité d'une révision et a accepté de négocier. Le 29 juillet 1965 un nouvel accord a été signé. Pour en arriver là, les choses n'ont pas été faciles pour l'Algérie car les discussions ont duré vingt mois. Les statistiques nous révèlent que la France, à l'époque, a soustrait à la nationalisation 9 milliards de francs investis dans le pétrole et le gaz. Elle a en outre conservé par divers elle une source d'approvisionnement en pétrole payable en francs. Après d'autres accords qui ont suivi, l'Algérie n'était toujours

pas satisfaite et il faudrait négocier en face de leurs interlocuteurs français, les Algériens trouvent devant eux le volumineux dossier du vinet du lait ; ce dossier a de tout temps trempé et alourdi l'atmosphère des discussions. Manoeuvre de chantage ! Pour les Algériens ce chantage a assez duré. C'est pourquoi le Colonel Boumediène a pris unilatéralement la courageuse décision de fixer le prix du pétrole algérien et le montant des indemnités des sociétés pétrolières françaises récemment nationalisées. C'est une décision qui doit libérer l'Algérie de cette discussion stérile dans laquelle Paris a voulu l'engager concernant sa politique économique.

Que veut Houari Boumediène ? Tout simplement que le pétrole algérien alimente désormais l'économie de son pays. Ce qui se passe donc au nord du Sahara est une belle bataille et la diplomatie française semble perdre les pédales. Boumediène a surpris les uns et les autres. Sa décision n'est-elle pas le plus beau cadeau de Pâques qu'il a voulu offrir à M. Jacques Foccart ? Nous le croyons. En expliquant à ses compatriotes la perpétuelle tactique du Quai d'Orsay, en leur traçant les traits saillants des points de vue de la France, le colonel Boumediène a appliqué la règle du jeu politique de cartes sur table. C'est ici que réside la grande habileté de la politique suivie par Boumediène et son ministre des affaires étrangères M. Bouteflika.

Maintenant et à partir de ce "fracas" discours" du 13 avril 1971 la politique algérienne exercera une cer-

taine influence sur les régions qui lui sont proches. Bien que le Maroc et la Tunisie soient indépendants depuis 1956, ils n'ont pas fait de progrès dans leur développement économique et social. L'exemple de l'Algérie peut les obliger à aller de vant plus vite que par le passé.

Et quand au Dahomey, quelle influence doit-il en tirer ? Il est vrai que le pétrole dahoméen est une réalité, est aussi vrai que "le gobelet à mûres est de belle taille". Nous vivons dans un monde où les brasseurs de fautes dictent leur volonté aux intérêts nationaux. Au regard de l'Algérie, la vigilance qui doit s'imposer au Dahomey ne devra pas lui faire ignorer les difficultés et dangers pouvant se dessiner à l'horizon.

Alexis Gnononfoun

LA REPUBLIQUE FEDERALE DEVIENT LEUR PATRIE FRIEDLAND ACCUEILLE CHAQUE JOUR DE NOUVELLES PERSONNES DEPLACEES VENANT DE POLOGNE

De notre correspondant Lutz Neuhaus

Depuis de longues années, des personnes déplacées venues des anciens territoires allemands de l'Est passés sous le régime polonais, Silésiens, Poméraniens et Prusse orientale, arrivent presque chaque jour au village de Friedland en Basse-Saxe d'où elles repartent en direction de leur nouvelle patrie ouest-allemande. Après s'être presque entièrement tari l'an dernier, le flot recommence à couler avec une force particulière depuis quelques semaines. De 100 à 140 personnes déplacées descendent tous les jours en gare de Friedland, LA, elles restent quatre jours dans le camp de passage où elles reçoivent un passeport allemand, une carte d'identité de réfugié et un premier secours financier. Elles peuvent décider librement de l'endroit où elles désirent se fixer et sur lequel elles obtiennent les renseignements voulus (possibilités professionnelles) de la part des autorités.

Ces personnes déplacées sont, du reste, pour la plupart étonnamment bien renseignées sur les conditions de travail, les salaires, les prix, etc. Les Polonais n'ayant, en effet, ac-

cordé jusqu'ici, de visa de sortie qu'aux citoyens de souche allemande qui possèdent des proches parents en République Fédérale et dont la "sortie" de Pologne s'opère dans le cadre du "regroupement des familles", les réfugiés apprennent beaucoup de chose par le couloir.

Le gouvernement polonais aurait promis un visa de sortie à environ 90.000 anciens Allemands. Or, d'après les estimations de Bonn, 400.000 Polonais d'origine allemande vivent encore de l'autre côté de l'Oder-Neisse. On ne sait pas combien d'entre eux voudraient quitter leur pays ; d'après les réfugiés, tous ou presque souhaitent gagner l'Ouest.

Pas une seule parole inconsidérée n'est prononcée

Bien que très soulagés d'avoir enfin atteint leur but, ces Silésiens, Prussiens de l'Est et Poméraniens sont loin d'être loquaces. La plupart d'entre eux ont encore des parents en Pologne et ils craignent qu'une parole inconsidérée puisse détruire leur espoir de partir.

A la fin de la guerre, ils restèrent tout d'abord dans leur pays, espérant une retraite des Polonais et ne voulant pas abandonner leurs quelques biens. Lorsque cet espoir se révéla vain, il était trop tard pour partir car on avait fermé hermétiquement les frontières. Ils continuèrent de parler l'allemand pendant longtemps. Les Prussiens de l'Est et les Poméraniens surtout, qui n'avaient jamais eu pour ainsi dire de contact avec les Polonais jusque là, avaient du mal à s'habituer à la langue polonaise au contraire des Silésiens qui la savaient déjà plus ou moins pour la plupart. Ceci les amena à subir des tracasseries permanentes ; mais la situation changea du jour au lendemain dès qu'ils commencèrent à s'adapter aux nouvelles circonstances. Les

parents se mirent même à parler polonais chez eux pour ne pas risquer d'exposer leurs enfants aux moqueries des Petits Polonais, ce qui est presque aucune des personnes déplacées de moins de vingt ans capable de dire une seule phrase allemande.

Les réfugiés âgés de 30 ans et plus ont aussi en général eu plus de mal à mieux comprendre le polonais qu'allemand. S'ils ont décidé de rester en République fédérale d'Allemagne, c'est le plus souvent dans la perspective d'obtenir de meilleurs conditions d'avenir. Les plus âgés, par exemple, viennent en Allemagne, d'après eux, uniquement parce qu'ils veulent vivre avec leurs enfants. S'ils parviennent à s'adapter aux conditions d'une société de rendement par excellence, cela n'est pas toujours sûr. Ils se trouvent absolument jetés sans aucune préparation dans une liberté totale où ils auront désormais à prendre eux-mêmes leurs décisions. Il y a un changement qui ne se fait pas toujours facilement.

Parmi nos interlocuteurs, pas un seul n'a montré d'animosité contre les Polonais. Avec les illusions d'après-guerre, ils ont aussi l'hostilité. Leurs rapports avec les voisins polonais s'améliorent rapidement dans les années suivantes et deviennent même franchement amicaux. A condition d'admettre leur appartenance à l'Etat polonais, les Polonais d'origine allemande purent occuper des positions supérieures dans la chaîne de production et dans la ministration. Ils possédaient une formation professionnelle et ils étaient relativement bien payés. Mais pour cela, tous les jeunes Polonais allemands ont dû faire eux-mêmes leur service militaire dans l'armée polonaise.

Réconciliation

Les difficultés surgirent lors du dépôt d'une demande de départ de la République Fédérale d'Allemagne. A partir de ce moment-là, ils se mirent à attendre à tout instant à être libérés et ils passèrent pour des années aux yeux de la population polonaise la conséquence de la propagande nazie et à l'accusé jusqu'à la réconciliation du gouvernement fédéral d'Allemagne avec le régime allemand. La signature du Traité germano-polonais, les autorités polonaises, tout en ayant un avis général, ont même envers ceux qui cher-

(Suite en page 5)

Chaque semaine vous pouvez gagner 50 millions F. CFA. LE GROS LOT à chaque tirage hebdomadaire est prévu plus de 470 millions de F. CFA en 154 à 16000 lots à répartir entre les gagnants. Sans attendre, tentez votre chance à la LOTERIE NATIONALE 2 Carnets de 10 dixièmes : 3200 F. CFA 1 Carnet : 1700 F. CFA 1/2 Carnet : 1000 F. CFA (envoi recommandé, liste tirage officielle comprise) ABONNEZ-VOUS ! GROUPEZ-VOUS ! VOUS MULTIPLIEZ VOS CHANCES ! Détaillez vos commandes aux talons des mandats et chèques adressés à : Mme DESMARTON 45-BOISSEAUX (Loire) CCP Paris 1671367 675 ou 810 ou 980 millions F. CFA etc. de lots à répartir aux fantastiques tranches spéciales ATTEIGNANT 125 MILLIONS F. CFA Participation immédiate et renseignements contre 400 F. CFA Revenez d'urgence en joignant 400 F. CFA